

Le député a déclaré que nous avons permis aux Américains de venir ici pour faire l'essai du missile de croisière. Nous savons bien quelle est la position du Nouveau parti démocratique socialiste au sujet de l'OTAN. Ils essaient maintenant de cacher leur jeu en disant que nous devons défendre le Nord. Les néo-démocrates s'opposent à la présence de forces armées dans le Nord mais ils viennent nous dire de définir notre position sur la défense du Nord.

**M. Blackburn (Brant):** Voyons donc. Nous n'avons jamais rien dit de tel.

**M. Shields:** Ils ont de la difficulté à définir leurs positions. Puis ils viennent nous parler de médicaments. Le Canada est le seul pays occidental . . .

**M. Cassidy:** Vous ne comprenez rien. Vous êtes en train de couler à pic en Alberta.

**M. Shields:** Écoutez-moi ça. Les socialistes font de beaux discours, comme toujours. Le Canada est le seul pays occidental qui ne reconnaissait pas la propriété intellectuelle et ne la protégeait pas.

Les néo-démocrates disent que nous permettons à ces «sales Américains» de s'emparer de Dome Petroleum. À l'heure actuelle, la participation canadienne au capital de Dome est de l'ordre de 25 à 30 p. 100. Amoco a offert d'acquérir Dome et de continuer à l'exploiter, tout en déclarant qu'elle vendrait à des Canadiens la même proportion des parts qu'ils détiennent actuellement. Mais cela ne suffit pas aux Néo-démocrates: il faudrait que la société soit contrôlée par des Canadiens.

Voyons maintenant la question du bois d'oeuvre. Les Américains ont proposé l'application de droits compensateurs de 25 p. 100 au bois d'oeuvre importé aux États-Unis. Nous avons négocié une entente et déposé un projet de loi en vertu desquels les droits versés resteront au Canada.

Les discours du NDP sont tout à fait anti-américains. Les Néo-démocrates ont beau parler de M. Trudeau, de la constitution et de l'entente du lac Meech. Pourquoi se sont-ils opposés à ce que soit inscrit dans la constitution et dans la Charte des droits que nous avons adoptées à la Chambre le droit à la propriété de chaque Canadien?

**M. Blackburn (Brant):** Nous n'avons jamais rien fait de tel.

**M. Shields:** S'ils ont appuyé sans réserve Pierre Elliott Trudeau, c'est qu'ils sont socialistes et ne peuvent souffrir qu'au Canada, des particuliers possèdent quoi que ce soit. Les députés néo-démocrates ont trahi les Canadiens en s'opposant à leur désir de faire constitutionnaliser le droit de propriété, pour permettre à tous les Canadiens et à leurs enfants d'exercer le droit fondamental de propriété. C'est là le point de vue des socialistes.

**M. Riis:** Monsieur le Président, le député a dit que le NDP s'était opposé aux efforts pour constitutionnaliser les droits de propriété. Je tiens à rappeler au député d'Athabasca (M. Shields) que son parti exerce le pouvoir depuis près de trois ans. Son parti a-t-il jusqu'à maintenant manifesté le désir de constitutionnaliser ces droits?

**M. Shields:** Consultez le *Feuilleton*. C'est là.

### *Les subsides*

**M. Riis:** Depuis des mois que nous parlons de la Constitution, jamais personne n'a déclaré que le gouvernement se souciait de faire constitutionnaliser les droits de propriété. Je comprends pourquoi le député est dans tous ses états. Je le serais moi-même si j'appartenais à un gouvernement jouissant d'une majorité de 212 députés et ayant obtenu 60 p. 100 du vote populaire au Canada, proportion qui n'est plus que de 22 p. 100. Je le serais moi aussi, car il sait que l'Alberta va changer ses habitudes électorales du tout au tout à la première occasion.

Le député a parlé de la mainmise sur la société Dome Petroleum. Si notre parti s'en inquiète, c'est que cette société joue un rôle primordial dans nos secteurs gazier et pétrolier. Elle détient la part du lion dans les gisements de pétrole de l'Ouest et, à notre avis, elle devrait demeurer entre des mains canadiennes. Les Canadiens sont d'accord là-dessus, tout comme ils l'étaient à propos de la mise à l'essai des missiles de croisière. La plupart des Canadiens estiment que la prise de contrôle par des étrangers de la société Dome n'est pas à notre avantage et qu'il vaudrait mieux rechercher une solution canadienne.

Nous avons proposé une telle solution, pour permettre à un consortium de sociétés canadiennes, y compris Petro-Canada, d'offrir de se porter acquéreur de la société Dome Petroleum et de laisser cette entreprise en des mains canadiennes. Le gouvernement n'a manifesté aucun intérêt à ce sujet.

Jour après jour, nous avons exhorté le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à favoriser une solution canadienne, mais cela ne l'intéresse pas. Il faut le dire, depuis deux ans et demi, tout porte à croire que le ministre de l'Énergie et le gouvernement du Canada préféreraient une prise de contrôle étrangère pour permettre aux Américains de diriger l'économie du Canada à la place des Canadiens.

Nous divergeons clairement d'opinion sur ce point. Nous avons foi dans les Canadiens et dans le Canada. Nous voulons une solution canadienne, et attendions du ministre de l'Énergie qu'il favorise une solution canadienne. Il ne l'a pas fait, parce qu'il ne croit pas qu'une telle solution soit utile aussi bien maintenant que pour l'avenir.

En ce qui concerne le Canada, nous, du Nouveau parti démocratique, préférons une solution canadienne. Nous croyons qu'une solution canadienne serait possible si le gouvernement permettait à Petro-Canada de former un consortium avec un certain nombre d'autres sociétés canadiennes dans le but de présenter une offre d'achat pour Dome Petroleum, qui est en proie à des difficultés financières.

**M. Greenaway:** Monsieur le Président, est-il vrai que le Nouveau parti démocratique a pour politique officielle de ne pas vendre de gaz naturel de l'Ouest du Canada aux États-Unis? Est-ce là la position du Nouveau parti démocratique?

**M. Riis:** Monsieur le Président, Je crois que c'est la septième fois que je répons à cette question, mais je veux bien le faire encore une fois. La politique à laquelle fait allusion le secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a été adoptée en 1979 au moment de la deuxième crise de l'OPEP, lorsque des rapports de l'Office national de l'énergie disaient que la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel pour le Canada n'était pas sûre. On ne savait pas clairement à quel point nos réserves suffisaient à assurer notre approvisionnement.